

TROP DE GASPILLAGE LE MAROC JETTE PLUS QU'IL NE CONSOMME

P13



Abdelkader Amara, président du Conseil économique, social et environnemental.

Carburant L'Etat réactive son filet de sécurité P5



P6

Tourisme mondial La géopolitique fait chuter les réservations P10



Confus DE CANARD

Du champ à la poubelle

P2

NOUVELLE HAUSSE DU CARBURANT



Proche-Orient

Du champ de bataille aux champs pétroliers, l'escalade fatale P18



Le conflit franchit une ligne rouge.



Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou
Directeur de la publication

Du champ à la poubelle

Il fallait bien un champion. À défaut de battre des records agricoles, le Maroc s'impose désormais dans une discipline d'avenir : le lancer de nourriture à grande échelle. Chaque année, des millions de tonnes d'aliments prennent la direction la plus stable du pays : la poubelle. Une filière solide, régulière, et surtout très bien alimentée. Face à l'ampleur du gâchis, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a tiré la sonnette d'alarme. Les chiffres ont en effet de quoi donner l'appétit... ou le couper. 4,2 millions de tonnes de nourriture jetées en 2022, soit 113 kg par habitant. Une performance en nette progression. Le Maroc ne se contente pas de gaspiller, il améliore ses scores d'année en année. Une dynamique qu'on aimerait voir ailleurs. Et comme toute réussite nationale, celle-ci repose sur une mobilisation collective.

À la campagne, on perd jusqu'à 40 % des récoltes faute de stockage ou de logistique.

En ville, on achète trop, on conserve mal, et on jette vite. Bref, du champ à la poubelle, la chaîne fonctionne parfaitement. Mention spéciale au pain. Symbole sacré, quotidien, respecté... jusqu'à la porte de la cuisine. Près de 40 millions d'unités finissent chaque jour à la poubelle. Une tradition revisitée : après le pain quotidien, voici le pain jetable. Évidemment, tout cela a un coût. Près d'un milliard de dollars partis en miettes rien que pour les produits à base de blé. Mais qu'importe : au Maroc, on ne gaspille pas seulement la nourriture, on y ajoute généreusement l'eau — plus de 1,6 milliard de m³ mobilisés pour produire ce qui ne sera jamais consommé. Un effort hydraulique remar-

quable... pour nourrir les décharges. Et comme si cela ne suffisait pas, le tout s'accompagne d'un supplément gratuit : émissions de gaz à effet de serre incluses. Le gaspillage, ici, est économique, écologique et parfaitement transversal.

Les causes ? Elles sont connues, répétées, documentées. Infrastructures insuffisantes, logistique défaillante, habitudes de consommation généreusement excessives, et ce petit détail : des produits parfaitement consommables... recalés pour défaut de beauté. Au royaume du gaspillage, la tomate doit être photogénique avant d'être comestible.

Côté solutions, le CESE propose une stratégie nationale, une loi anti-gaspillage, un observatoire, des circuits courts... Bref, tout ce qu'il faut pour organiser ce qui, jusqu'ici, fonctionne très bien sans organisation.

Car il faut le reconnaître : malgré l'absence de cadre juridique, le système actuel est d'une efficacité redoutable. Les initiatives sont dispersées, les données floues, les responsabilités diluées... et la

poubelle, elle, ne connaît aucune crise de gouvernance. Reste une question, presque indécente : comment un pays confronté à la sécheresse, à la hausse des prix agricoles et à une dépendance alimentaire croissante peut-il se permettre de jeter autant ?

La réponse est simple : par habitude, par négligence... et par confort.

Au fond, le gaspillage alimentaire n'est pas seulement un problème de gestion. C'est un luxe. Un luxe discret, quotidien, presque banal. Celui de produire sans compter, d'acheter sans réfléchir... et de jeter sans conséquence apparente.

Jusqu'au jour où il n'y aura plus rien à jeter... ▀

Évidemment, tout cela a un coût. Près d'un milliard de dollars partis en miettes rien que pour les produits à base de blé.

Côté **BASSE-COUR**



Politique monétaire

Bank Al-Maghrib garde son
taux directeur inchangé

Réuni le mardi 17 mars à l’ocasion de sa première session trimestrielle de l’année, le Conseil de Bank Al-Maghrib a décidé de reconduire son taux directeur à 2,25%, estimant que ce niveau demeure en adéquation avec les équilibres économiques actuels, tant sur le plan national qu’international. Cette décision intervient après un examen approfondi des perspectives macroéconomiques et des risques entourant la conjoncture. La banque centrale privilégie ainsi une posture d’attentisme, dans un environnement marqué par de fortes incertitudes, notamment sur le front géopolitique et énergétique. Le Conseil a relevé que l’inflation a récemment montré des signes de modération, soutenue par une amélioration de l’offre de certains produits alimentaires et un recul relatif des prix des carburants. Toutefois, cette accalmie reste fragile. L’institution monétaire met en garde contre les aléas liés à l’évolution des cours internationaux de l’énergie et aux tensions géopolitiques, en particulier au Moyen-Orient, susceptibles d’ali-

menter de nouvelles pressions sur les prix. Ces facteurs externes pourraient également peser sur les équilibres extérieurs du Maroc, notamment via la facture énergétique et les importations de matières premières. Sur le plan interne, la banque centrale observe une dynamique positive dans les secteurs non agricoles, portée par la poursuite des investissements, notamment dans les infrastructures. Parallèlement, la campagne agricole s’annonce favorable, ce qui devrait soutenir la croissance globale et contribuer à stabiliser les prix alimentaires. Dans ce contexte, le scénario central de Bank Al-Maghrib table sur une inflation maîtrisée à moyen terme, ce qui conforte le choix de maintenir le taux directeur inchangé.

Un statu quo largement
anticipé par les marchés

La décision n’a pas surpris les opérateurs économiques. Les marchés et les investisseurs avaient majoritairement intégré l’hypothèse d’un maintien du



La banque centrale privilégie ainsi une posture d’attentisme, dans un environnement marqué par de fortes incertitudes.

taux à 2,25%, compte tenu du climat international incertain et du besoin d’évaluer pleinement les effets des ajustements monétaires déjà opérés. Pour les entreprises et les ménages, ce statu quo prolonge un environnement de financement relativement accommodant, comparé à la phase de resserrement monétaire observée à l’échelle mondiale ces dernières années. Toutefois, la

question de la transmission effective de ces conditions aux taux appliqués par les banques reste posée. La banque centrale a, à ce titre, réaffirmé son approche prudente et flexible, indiquant qu’elle continuera d’ajuster sa politique « réunion par réunion », en fonction de l’évolution des indicateurs économiques et des risques identifiés. ▮

Politique

Les prochaines élections passent
en mode rap

Quand les partis partent en feat avec
les rappeurs



Capter une jeunesse qui, jusque-là, zappait volontiers le discours politique.

punchlines, et transformer les campagnes électorales en véritables tournées promotionnelles version urnes & beats. Dans les coulisses, on murmure que les discussions vont plus loin que de simples apparitions. Entre soutien artistique pendant la campagne et hypothétiques candidatures, certains semblent prêts à passer du micro au mégaphone institutionnel. Après tout, pourquoi se contenter de faire rimer “passion” avec “élection” quand on peut directement briguer un siège ? Derrière cette stratégie au parfum de remix politique, l’idée est claire : dépoussiérer un discours jugé trop classique et tenter de reconquérir une génération Z qui préfère les freestyles aux débats télévisés. Reste à savoir si quelques couplets bien placés suffiront à transformer des likes en bulletins de vote... ou si l’électeur, lui, demandera autre chose qu’un refrain accrocheur avant de signer pour cinq ans. ▮

À l’approche des élections, la politique marocaine semble avoir trouvé son nouveau studio d’enregistrement : la scène rap. Lassés des meetings qui sonnent creux et des slogans recyclés, certains partis ont décidé de passer en mode “feat” pour tenter de capter une jeunesse qui, jusque-là, zappait volontiers le discours politique. Ainsi, le Parti du progrès et du socialisme et le Parti authenticité et modernité auraient entamé des approches discrètes ou pas auprès de rappeurs influents. Objectif : troquer les tracts contre des

Lions de l’Atlas

Youssef Hajji intègre le staff
technique comme adjoint



Youssef Hajji n’en est pas à sa première expérience sur le banc.

L’ancien international marocain Youssef Hajji rejoint officiellement le staff technique de la sélection nationale en qualité de deuxième entraîneur adjoint, aux côtés du sélectionneur Mohamed Ouahbi. Cette nomination s’inscrit dans une démarche de renforcement de l’encadrement des Équipe du Maroc de football, pilotée par le technicien marocain récemment nommé à la tête de la sélection. Youssef Hajji n’en est pas à sa première expérience sur le banc. Il avait déjà occupé le poste d’entraîneur adjoint auprès de Tarik Sektioui, notamment lors de compétitions internationales telles que les Jeux Olympiques, le CHAN et la Coupe arabe, consolidant ainsi son expérience dans l’encadrement technique. Par ailleurs, lors de sa présentation officielle, Mohamed Ouahbi avait confirmé la désignation du technicien portugais João Sacramento en tant que premier adjoint, complétant ainsi un staff élargi et structuré. ▮



Côté **BASSE-COUR**



Beurgeois
GENTLEMAN

Les milliardaires haineux
ne se cachent plus...



Le milliardaire établit un parallèle entre la situation actuelle et l'époque précédant l'informatique, lorsque les employés de bureau réalisaient eux-mêmes tous les calculs. À ses yeux, cette transformation va encore s'intensifier à mesure que l'IA progresse. "Tout ce qui est numérique, c'est-à-dire simplement une personne devant un ordinateur, sera bouleversé par l'IA à une vitesse fulgurante ».

Soucieux de l'avenir de l'IA - intelligence artificielle, il est membre de l'association Future of Life Institute. Craignant que les robots puissent un jour supplanter et nuire à l'humanité, Elon Musk, père de 14 enfants, tente de développer des initiatives, y compris par la technologie trans humaniste même en tant qu'outil dans ce combat, afin de réfléchir à l'avenir de la robotique. Elon Musk imagine un scénario où l'IA rendra les emplois obsolètes. Il affirme : « Le dernier travail qui restera probablement consistera à écrire un logiciel d'IA. Ensuite, l'IA finira par écrire son propre logiciel. » Pour lui, les machines risquent de surpasser l'Homme, car la technologie évolue rapidement ; « Les ordinateurs sont déjà beaucoup plus intelligents que les humains sous de nombreux aspects », dit-il. Selon lui, les machines risquent de s'impatienter face à la lenteur cérébrale des humains et elles pourraient nous considérer comme des êtres lents et stupides ; « ce serait comme parler à un arbre », ajoute-t-il. En 2023, il est cosignataire d'une pétition appelant à un moratoire sur l'IA. Le 18 décembre 2023, la Commission européenne a annoncé l'ouverture d'une enquête formelle contre le média social X en relevant que l'entreprise américaine a potentiellement enfreint plusieurs dispositions d'une loi sur les services numériques conçue pour freiner la désinformation et la propagande haineuse en ligne. La société, récemment au cœur de multiples controverses depuis son acquisition par Elon Musk en 2022, risque des conséquences sévères en cas de condamnation. La législation, inédite jusqu'à présent contre

les géants de la Silicon Valley, prévoient des amendes pouvant atteindre jusqu'à 6 % du chiffre d'affaires annuel. Pour les infractions les plus graves, une expulsion du marché européen est envisageable. La Commission européenne, représentée par le porte-parole Johannes Bahrke, a annoncé son intention d'examiner les systèmes informatiques de X ainsi que ses politiques de gestion de l'information avant de parvenir à une conclusion définitive. Cette démarche vise notamment à déterminer si X a diffusé illégalement du contenu dans le contexte des attaques terroristes du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023. Le 1er mars 2024, Elon Musk porte plainte contre l'entreprise OpenAI, entreprise qu'il a fondée avec Sam Altman en 2015, qu'il a ensuite quitté en 2019 à la suite d'un conflit de direction. Il accuse l'entreprise d'avoir « trahi sa mission initiale » qui était que leur outil ne devait pas servir à un but lucratif. Toutefois, le 5 mars, l'entreprise riposte en dévoilant sur son blog des mails privés du milliardaire datant de 2017, dévoilant qu'il approuvait l'idée d'une entité à but lucratif, contrairement à ce qu'il affirmait dans sa plainte. Ils dévoilent également qu'ils ont eu du mal à arriver à un accord avec Elon Musk, qui suggérait de fusionner OpenAI avec Tesla. ► (À suivre)

Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

Jour férié dans les banques à l'occasion
de l'Aïd el-Fitr

Al'occasion de Aïd el-Fitr, le Groupement Professionnel des Banques du Maroc (GPBM) annonce que le lundi 23 mars 2026 sera, à titre exceptionnel, déclaré jour férié pour l'ensemble des établissements bancaires.

Chaque banque est chargée de relayer cette information auprès de ses collaborateurs ainsi que de sa clientèle, afin d'assurer une bonne organisation et d'anticiper les besoins des usagers. Dans ce cadre, et afin de garantir la continuité des services, les banques veillent à maintenir l'accès aux prestations essentielles, notamment via les canaux digitaux (applications mobiles, services en ligne) et à travers une alimentation régulière des guichets automatiques bancaires (GAB). Une attention particulière est également portée au bon fonctionnement technique de ces dispositifs, afin d'assurer un service fiable et continu durant cette période. Les clients sont ainsi invités à privilégier les solutions à distance pour leurs opérations courantes et à prendre les dispositions nécessaires en amont de ce jour férié. ►



Les banques sont appelés à maintenir l'accès aux prestations essentielles, notamment via les canaux digitaux.



Le Maigret du CANARD



Carburant L'Etat réactive son filet de sécurité

L'efficacité réelle du dispositif dépendra de plusieurs facteurs : la rapidité de traitement des demandes, la transparence des critères d'attribution et l'ampleur concrète des aides accordées.



Le dispositif vise à garantir la continuité des chaînes logistiques, à préserver la fluidité de la distribution et à assurer la régularité des services de transport.

LAILA LAMRANI

Face au renchérissement des prix du pétrole sur les marchés internationaux en raison de la guerre dans le Golfe et à son impact immédiat sur les tarifs à la pompe au Maroc, le gouvernement Akhanouch a annoncé, mardi 17 mars 2026 à Rabat, la relance d'un dispositif exceptionnel de soutien destiné aux professionnels du transport routier, qu'il s'agisse de marchandises ou

Cette nouvelle opération entrera en vigueur le vendredi 20 mars 2026, avec l'ouverture des dépôts de demandes via la plateforme numérique du ministère du Transport. Cette décision s'inscrit dans le prolongement direct des mesures adoptées en mars 2022, à une période marquée par de fortes turbulences énergétiques mondiales. L'approche reste inchangée : fournir un appui financier ciblé aux acteurs du transport afin d'atténuer la pression exercée par la hausse des carburants sur leurs coûts d'exploita-

tion. Dans un secteur où les marges sont souvent étroites, l'augmentation du prix du gasoil représente un facteur de déséquilibre susceptible de fragiliser durablement l'activité. Au-delà du soutien sectoriel, l'exécutif poursuit un objectif plus large: contenir les effets en chaîne que pourrait engendrer une hausse prolongée des coûts de transport. En effet, ce secteur constitue un maillon central de l'économie nationale, assurant à la fois l'acheminement des marchandises, l'approvisionnement des mar-

chés et la mobilité quotidienne des citoyens. Une augmentation significative des charges des transporteurs se répercute inévitablement sur les prix des biens et des services, alimentant ainsi les tensions inflationnistes et pesant sur le pouvoir d'achat.

Inflation importée

Dans cette optique, les autorités mettent en avant un impératif de stabilité économique. Le dispositif vise à garantir la continuité des chaînes logistiques, à préserver la fluidité de la distribution et à assurer la régularité des services de transport. Il s'agit, en filigrane, de limiter l'impact d'une inflation importée dans un contexte international marqué par l'incertitude et la volatilité des marchés énergétiques, souvent influencés par des facteurs géopolitiques et des perturbations de l'offre. Le champ des bénéficiaires reflète cette volonté d'action globale. Sont concernés aussi bien le transport routier de marchandises que le transport public de voyageurs, les taxis (petits et grands), le transport mixte, les autocars ainsi que le transport touristique. Ce large périmètre traduit la volonté des pouvoirs publics de soutenir non seulement les chaînes logistiques, mais aussi les activités directement liées à la vie quotidienne des ménages et au dynamisme économique local. Sur le plan stratégique, cette initiative illustre une posture pragmatique. Conscient de ses marges de manœuvre limitées face aux fluctuations des prix du brut à l'échelle mondiale, le gouvernement choisit d'agir sur les leviers internes dont il dispose. Le soutien ciblé à un secteur clé apparaît ainsi comme un moyen de prévenir une spirale inflationniste et de préserver l'équilibre économique à court terme. Reste toutefois l'enjeu crucial de la mise en œuvre. L'efficacité réelle du dispositif dépendra de plusieurs facteurs : la rapidité de traitement des demandes, la transparence des critères d'attribution et l'ampleur concrète des aides accordées. Dans ce type de mécanisme, la réussite ne se mesure pas seulement à l'annonce, mais à la capacité d'exécution. Car pour les professionnels du transport, confrontés à la hausse immédiate du coût du carburant, chaque jour compte et une aide tardive risque de perdre une grande partie de son impact. ▀



Le Maigret du CANARD



CAN 2025

Le Maroc sacré sur tapis vert, le Sénégal mis K.-O. réglementaire

Le verdict qui divise

Alors que les Marocains avaient fini par reléguer aux oubliettes la finale chaotique de la CAN à domicile — avec le sentiment persistant d'avoir été privés d'un trophée qui leur tendait les bras — voilà qu'un rebondissement inattendu vient raviver les braises. La décision du jury d'appel de la Confédération Africaine de Football, attribuant finalement le titre au Maroc au détriment du Sénégal, a été accueillie dans une ambiance de fête dans plusieurs villes du pays, dans la soirée du mardi 17 mars. Une joie spontanée... mais déjà teintée de malaise. Les réactions sont contrastées.

D'un côté, certains applaudissent ce verdict, arguant qu'il s'agit d'une simple correction de l'histoire et que la justice sportive a enfin été rendue. De l'autre, une partie de l'opinion voit dans cette décision un véritable cadeau empoisonné. Rendue curieusement deux mois après la fin de la compétition, elle alimente déjà les faux soupçons, risque d'exacerber les passions et laisse planer une ambiguïté sur ses tenants et aboutissants. Entre satisfaction et prudence, le pays se retrouve donc partagé, oscillant entre joie spontanée et malaise prudent.

Au cœur de la controverse, il y a d'abord le déroulement de cette finale. La victoire initialement attribuée au Sénégal reste profondément contestée. En cause : un épisode inédit où les joueurs sénégalais ont quitté la pelouse pendant plusieurs minutes pour protester contre un penalty accordé au Maroc, avant de revenir reprendre le jeu. Une séquence surréaliste qui, selon les règles élémentaires du football, aurait dû entraîner une décision immédiate de l'arbitre.

Dans une telle situation, l'interruption volontaire du match par une équipe constitue un fait grave, pouvant justifier une défaite par forfait sur-le-champ. Or, cette décision n'a pas été prise. L'arbitre a choisi de laisser le jeu reprendre, ouvrant la voie à une confusion totale et à une contestation durable de l'issue de la rencontre.

Dès lors, le mal était fait. Car dans le football, comme dans toute compétition, le temps du verdict est aussi important que son contenu. À force de traîner, la décision perd de sa pertinence, s'expose aux soupçons et transforme une victoire tardive en succès sans saveur, presque suspect. Plus grave encore, le dossier est loin d'être clos. La Fédération Sénégalaise de Football a décidé de porter l'affaire devant le Tribunal Arbitral du Sport (TAS), contestant frontalement la décision de la CAF et allant jusqu'à refuser de remettre le trophée. Un geste qui transforme un contentieux sportif en véritable bras de fer institutionnel et expose le football africain à une crise d'autorité sans précédent.

Dans ce contexte explosif, accepter ce trophée reviendrait à endosser une victoire contestée, fragilisée, et déjà entachée par les conditions de son attribution. Ce serait tomber dans un piège où le gain immédiat masque une perte bien plus grande : celle de la crédibilité, du respect et de l'image. Car le Maroc, fort de son rayonnement sur la scène internationale, n'a rien à gagner à s'enfermer dans une polémique aussi stérile. Depuis le mondial du Qatar en 2022, le Maroc s'est imposé comme une référence, tant sur le plan sportif qu'organisationnel. Dilapider ce capital pour un titre sali serait une erreur stratégique.

Derrière cette affaire se profile également une lutte d'influence plus large. Certains n'ont jamais vraiment accepté de voir le Maroc s'imposer comme une locomotive du football africain. La confusion qui a entouré cette finale malheureuse n'est peut-être pas un simple accident, mais le révélateur de tensions plus profondes.

La seule issue réellement honorable aurait été de faire rejouer le match, dans des conditions claires et incontestables. C'est cette option qu'il faudrait aujourd'hui remettre au cœur du débat, non pour raviver les flammes du conflit, mais pour restaurer l'essentiel : la crédibilité du football africain. Faute de quoi, ce trophée restera non pas un symbole de victoire, mais le reflet d'un profond malaise. ▶



Coup de tonnerre dans le ciel du football africain: le Jury d'appel de la Confédération africaine de football a totalement renversé la décision initiale en déclarant le Sénégal forfait en finale de la CAN 2025. Une décision spectaculaire qui offre la victoire au Maroc sur le score de 3-0 et redéfinit les règles du jeu en matière de litiges sportifs.

LAILA LAMRANI

Le dénouement du contentieux entourant la finale de la CAN 2025 est désormais officiel. Le Jury d'appel de la Confédération africaine de football a donné raison à la Fédération royale marocaine de football (FRMF) en requalifiant les faits sur la base des articles 82 et 84 du règlement. Résultat : le Sénégal est déclaré forfait et le match est homologué sur le score de 3-0 en faveur du Maroc.

Un revirement total en appel

Réuni le 17 mars au Caire, l'organe d'appel a examiné le recours introduit par la FRMF contre la décision rendue en première instance. Contrairement à cette dernière, les juges ont estimé que l'appel marocain était à la fois recevable et fondé, entraînant l'annulation pure et simple de la décision du Jury disciplinaire. Au cœur du conflit le comportement de la sélection sénégalaise en fin de rencontre. Le Jury d'appel considère que le départ des joueurs vers les vestiaires constitue un abandon de match au sens du règlement, relevant directement des dispositions



prévues par les articles 82 et 84. La réserve déposée par la partie marocaine a donc été validée, plaçant la Fédération sénégalaise de football en situation d'infraction. Cette lecture stricte du règlement conduit mécaniquement à la sanction la plus lourde: le forfait.

Le Maroc officiellement vainqueur

Conséquence directe de cette décision, la finale est attribuée au Maroc sur tapis vert, avec un score réglementaire de 3-0. Une issue qui entérine définitivement la position défendue par la FRMF tout au long de la procédure. Selon les éléments disponibles, la défense marocaine a été assurée par un collectif d'avocats composé de Me Yassir Ghorbal, Me Naoufal Achergui et Me Abdellah Regragui.

Sanctions disciplinaires revues à la baisse

Au-delà de l'attribution du match, le Jury d'appel s'est également penché sur les sanctions visant la partie marocaine, avec une approche globalement plus mesurée. Concernant Ismaël Saibari, la faute est confirmée, mais la sanction est allégée : le joueur écope désormais de deux matchs de suspension, dont un avec sursis, tandis que l'amende initiale de 100 000 dollars est annulée. Sur le plan financier, plusieurs pénalités infligées à la FRMF ont été revues : l'amende liée à l'incident des ramasseurs de balles est réduite à 50 000 dollars et celle concernant l'usage de laser est ramenée à 10 000 dollars. En revanche, l'instance maintient l'amende de 100 000 dollars relative aux incidents survenus autour de la zone OFR/VAR. Par ce verdict, la Confédération africaine de football corrige une faute flagrante commise contre le Maroc et adopte une interprétation rigoureuse de son règlement. La décision valide la thèse marocaine selon laquelle le retrait d'une équipe du terrain constitue un motif suffisant de forfait, indépendamment de toute reprise ultérieure du jeu. Toutes les autres requêtes ont été rejetées, mettant un terme définitif à cette affaire, qui pourrait désormais servir de référence pour de futurs litiges dans les compétitions africaines. ▶

CAN 2025 Quand le gouvernement sénégalais politise un dossier sportif

La décision de la CAF de retirer au Sénégal son titre de champion d'Afrique 2025 pour l'attribuer au Maroc aurait dû rester une affaire sportive. Mais voilà : à Dakar, on a visiblement décidé qu'il était plus élégant d'inviter la politique dans le stade que d'admettre une évidence réglementaire.

AHMED ZOUBAÏR

Les faits, pourtant, ont cette qualité précieuse : ils sont têtus. Le 18 mars 2025, le gouvernement sénégalais publie un communiqué officiel pour dénoncer une décision "injuste" et "illégale" de la Confédération Africaine de Football. On y évoque des pressions, des soupçons de corruption, tout le nécessaire pour transformer ce qui n'était qu'un match de football en psychodrame politico-médiatique. Sauf que, dans la vraie vie – celle où les règlements existent –, il se passe quoi ? Petit rappel à l'usage des gouvernements qui aiment le football. L'article 82 du règlement de la compétition est pourtant d'une clarté presque insultante : une équipe qui "refuse de jouer ou quitte le terrain avant la fin réglementaire du match sans l'autorisation de l'arbitre" est déclarée perdante. Traduction : quand on n'est pas content d'un penalty, on ne claque pas la porte du stade comme un enfant vexé. On râle, on proteste, on serre les dents, et on continue à jouer. C'est ça, le sport. C'est moins



Le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko

confortable qu'un communiqué officiel, mais c'est ainsi. La sélection sénégalaise a choisi la sortie. Pas la sortie honorable – la sortie tout court. Elle a transformé un désaccord arbitral en abandon pur et simple en installant une ambiance chaotique qu'énégalaïs, dans sa grande sagesse, a estimé que tout cela relevait désormais de sa compétence. On imagine la réunion: "Messieurs, nos joueurs ont quitté le terrain avant la fin du match. Que faire ?" Proposer un recours auprès des instances ? Trop simple. Accepter la sanction et préparer la prochaine compétition ? Trop sportif. Publier un communiqué officiel dénonçant un complot et évoquer la corruption ? Bingo. Le sport africain, déjà fragile, n'avait pas besoin de ça. En politisant l'affaire, Dakar ne défend pas l'honneur national – il fragilise un peu plus la

crédibilité des institutions sportives du continent. Et accessoirement, il donne une leçon magistrale de ce qu'il ne faut pas faire quand on veut que le football africain grandisse. La seule règle qui compte : on ne réécrit pas l'histoire après coup. À défaut de rejouer le match – hypothèse aussi réaliste qu'une neige à Dakar en août –, le gouvernement sénégalais a choisi d'en déplacer l'enjeu sur le terrain politique. Une stratégie qui fait certes du buzz mais qui rappelle surtout une évidence que les enfants apprennent dès la cour de récré : contester une décision ne donne pas le droit de quitter le jeu. Et certainement pas celui d'en réécrire les règles après coup. D'autant que dans cette affaire, le Maroc n'a rien demandé, rien provoqué, rien orchestré. Il a simplement attendu que les instances appliquent le règlement – ce qui, dans le football africain, relève presque de l'exploit. ▶

Cambriolage à Rome

Neil El Aynaoui et sa famille sous le choc

Le milieu marocain de l'AS Rome, âgé de 24 ans, a été victime d'un cambriolage violent dans la nuit de lundi à mardi à son domicile de Castel Fusano, près du centre d'entraînement du club. Vers 3h du matin, six individus armés ont fait irruption dans la maison en forçant une fenêtre. Présent avec plusieurs membres de sa famille, le joueur a été contraint de s'agenouiller avant d'être enfermé avec ses proches. Les malfaiteurs ont dérobé des bijoux, une montre de luxe et des sacs de marque pour un préjudice estimé à environ 10 000 euros. Encore sous le choc, l'international marocain a immédiatement prévenu son club et a été dispensé d'entraînement. Une enquête a été ouverte par la police. Ce type d'incident n'est pas isolé à Rome, où plusieurs joueurs ont déjà été ciblés ces dernières années. Depuis son arrivée cet été, El Aynaoui a disputé 26 matchs avec la Roma, avec un temps de jeu encore limité en championnat mais une présence régulière en Ligue Europa.▶

Neil El Aynaoui a vécu un vrai cauchemar...



Le Maigret du CANARD



Le président de la FRMF Fouzi Lekjaa.

La Fédération Royale Marocaine de Football (FRMF) se réjouit de la décision du Jury d'Appel de la Confédération Africaine de Football (CAF), qui reconnaît le non-respect d'une règle clé lors de la récente CAN. Une victoire pour le respect du règlement et la crédibilité des compétitions africaines.

Dès les premiers incidents ayant conduit à l'interruption du match, la FRMF avait insisté pour que les règles de la compétition soient strictement appliquées. « Notre démarche n'a jamais contesté la performance sportive des équipes, mais visait uniquement à faire respec-

CAN 2025

LA FRMF SALUE UNE DÉCISION HISTORIQUE DE LA CAF

ter le règlement », souligne la Fédération dans un communiqué rendu public dans la soirée du mercredi 18 mars. Après avoir interjeté appel contre une première décision défavorable, la CAF

a finalement reconnu que la règle applicable à tous n'avait pas été respectée. La FRMF rappelle qu'elle a suivi toutes les procédures prévues par le règlement, en participant activement aux auditions et en déposant ses conclusions dans le respect du droit. Cette décision contribue à clarifier le cadre applicable à des situations similaires et renforce la cohérence et la crédibilité des compétitions africaines. La FRMF se dit déterminée à continuer à défendre l'application stricte et équitable des règles devant les instances continentales et internationales. Tout en se félicitant de ce verdict, la Fédération se tourne désormais sereinement vers les prochaines échéances sportives, à commencer par la Coupe du Monde et la CAN féminine, toutes deux prévues cet été. Elle tient également à saluer l'ensemble des nations ayant participé à cette 35^e édition de la CAN, un moment fort du football africain. ▀

Le Maigret du CANARD



Tourisme interne

L'ONMT lance une grande campagne nationale pour valoriser les richesses du Maroc

À l'approche du printemps, l'Office National Marocain du Tourisme (ONMT) déploie une nouvelle vague de sa campagne "Ntla9aw f bladna", consacrée cette fois à la nature et à la découverte. À travers un film immersif et un dispositif média 360°, cette initiative met en lumière la diversité des paysages et des expériences outdoor au Maroc, avec pour objectif d'encourager les Marocains à passer de l'inspiration à l'action.



Achraf Fayda, directeur général de l'ONMT.

Achraf Fayda, Directeur Général de l'ONMT, détaille les ambitions de l'Office en matière de développement du tourisme interne.

Un pilier essentiel du tourisme national

Interrogé sur les raisons de ce lancement, Achraf Fayda rappelle l'importance stratégique du tourisme interne : "Il constitue l'un des socles du tourisme national. En 2025, il a généré plus de 12,1 millions de nuitées, soit près de 28 % de l'ensemble des nuitées touristiques au Maroc. Cette dynamique témoigne de l'importance des voyages domestiques dans l'équilibre de notre écosystème touristique." Certaines régions concentrent naturellement une part importante de ces flux, notamment Marrakech-Safi, Souss-Massa et Tanger-Tétouan-Al Hoceima. La saison estivale représente également un moment clé, avec un pic particulièrement marqué au mois d'août qui peut atteindre 40 % des nuitées nationales. "Cette réalité illustre l'attachement profond des Marocains à leur ter-

ritoire et à la découverte de ses multiples destinations", souligne le Directeur Général. La nouvelle campagne de l'ONMT vise précisément à accompagner cet élan, en encourageant les Marocains à explorer davantage la diversité du territoire, à multiplier les escapades tout au long de l'année et à porter un regard renouvelé sur les destinations du Royaume. "Au-delà de la saison estivale, l'enjeu consiste aussi à promouvoir un tourisme interne plus réparti dans le temps et sur l'ensemble des territoires", ajoute-t-il.

Des tendances de voyage en pleine évolution

Les données récentes confirment une évolution progressive des comportements de voyage. "Les premiers mois de 2026 confirment cette dynamique avec une hausse de 4 % des nuitées nationales en janvier, atteignant 856 087 nuitées", indique Achraf Fayda. Certaines destinations enregistrent des progressions particulièrement marquées, comme Ifrane avec +74 %, El Jadida avec +48 % ou Casablanca avec +41 %, traduisant une diversification progressive des choix de destinations. Les modes d'hébergement évoluent

également. Si les hôtels 3 et 4 étoiles restent très présents, représentant chacun environ 17 % des nuitées, les formes d'hébergement alternatives connaissent une progression très rapide. "Ces évolutions confirment l'émergence d'un intérêt croissant pour des expériences de voyage plus proches de la nature et pour des destinations encore peu explorées", analyse le Directeur Général. À travers cette campagne nationale, l'ONMT souhaite accompagner cette transformation et encourager les Marocains à découvrir toute la diversité des territoires du Royaume, y compris des destinations à fort potentiel comme Dakhla ou Laayoune.

Une ambition multidimensionnelle pour le tourisme interne

L'ambition de l'ONMT pour le tourisme interne s'inscrit dans une vision à long terme. "L'enjeu aujourd'hui consiste à accompagner une transformation progressive des usages", explique Achraf Fayda. Le tourisme interne reste historiquement concentré sur des logiques de proximité, de saisonnalité forte et de polarisation sur quelques des-

tinations majeures. Dans le même temps, les indicateurs récents traduisent l'émergence de nouvelles dynamiques et l'évolution des modes d'hébergement. Dans ce contexte, l'action de l'ONMT vise à activer plusieurs leviers simultanément :

- La stimulation de la demande nationale
- La diversification des flux vers de nouveaux territoires
- La valorisation du tourisme nature
- L'accompagnement des opérateurs dans l'adaptation de leur offre

"Nous accordons également un intérêt particulier à accompagner les destinations où nous aimerions accélérer la croissance, comme Fès, Ouarzazate, Errachidia, Dakhla et l'Oriental", précise le Directeur Général. Cette campagne répond ainsi à l'objectif de faire du tourisme interne "un vecteur d'équilibre territorial, de résilience économique et de montée en gamme de l'expérience touristique au Maroc", conclut Achraf Fayda. ▀



Le Maigret du CANARD



Tourisme mondial

LA GÉOPOLITIQUE FAIT CHUTER LES RÉSERVATIONS

Un simple baromètre, et soudain, c'est tout un secteur qui retient son souffle. Les dernières données de la plateforme Orchestra révèlent une contraction inattendue des réservations de voyages depuis l'Europe.

LAILA LAMRANI

Depuis le début du mois de mars 2026, un signal faible mais préoccupant s'est propagé à travers l'industrie touristique mondiale. En apparence discret, il n'en demeure pas moins révélateur d'un changement de climat profond. Le dernier baromètre de l'outil de réservation professionnel Orchestra, relayé par le média spécialisé L'Écho touristique, met en lumière une rupture brutale de la dynamique commerciale : les ventes de séjours dans les agences de voyages ont reculé de 17,6 % entre le 1er et le 10 mars 2026, comparativement à la même période en 2025.

Ce décrochage soudain, comparable à un véritable « trou d'air » conjoncturel, dépasse largement le simple ajustement saisonnier. Il traduit l'entrée du tourisme mondial dans une zone de turbulence alimentée par les tensions géopolitiques croissantes. Et contrairement à une perception souvent répandue, le Maroc, malgré ses performances récentes, n'échappe pas totalement à cette onde de choc.

Un thermomètre fiable... et alarmant

Les données issues d'Orchestra, qui agrègent les ventes de nombreux tour-opérateurs et réseaux d'agences européens, font figure de référence dans le secteur. Elles offrent une lecture quasi instantanée de la demande réelle, loin des projections ou des intentions de voyage. Le constat est sans appel :

Égypte : -67,3 %, Thaïlande : -51,6 % et plusieurs destinations méditerranéennes : au-delà de -25 %.

Ces chiffres traduisent une réaction immédiate des voyageurs face à un environnement international devenu incertain. À l'origine de ce retournement, un facteur central : l'escalade des tensions au Moyen-Orient et ses répercussions directes sur le transport aérien. L'histoire récente le montre : les crises militaires ne se limitent jamais aux zones de conflit.

Elles provoquent des restrictions d'espaces aériens, des allongements de trajets, une hausse des coûts d'assurance et, surtout, un choc psychologique massif chez les voyageurs. Même les destinations éloignées du foyer de tension sont affectées. Une part importante du trafic long-courrier mondial dépend de hubs stratégiques tels que Dubaï, Abu Dhabi ou Doha. Lorsque ces nœuds deviennent incertains, c'est toute la chaîne du voyage qui se fragilise.

Face à cette situation, compagnies aériennes et tour-opérateurs ajustent déjà leurs stratégies. Certains acteurs ont suspendu leurs prévisions financières, preuve que l'instabilité actuelle dépasse le simple épisode passager.

Le Maroc : résilient, mais pas immunisé

Au Maroc, l'impact est moins spectaculaire, mais bien réel. Plusieurs professionnels du secteur évoquent une baisse avoisinant les 17,5 % des réservations en provenance de certains tour-opérateurs européens. Si ces don-



compagnies aériennes et tour-opérateurs ajustent déjà leurs stratégies.

nées restent à consolider, elles s'inscrivent dans une logique parfaitement cohérente avec la tendance globale. Toutefois, il convient de nuancer : les tour-opérateurs ne représentent plus qu'une partie du marché touristique marocain. Le paysage a profondément évolué avec la montée en puissance des plateformes de réservation en ligne (OTA), la démocratisation des compagnies low-cost et l'essor du voyage en autonomie.

Or, ces canaux numériques ont une particularité majeure : ils amplifient les variations du marché. Ainsi, une baisse de l'ordre de -17 % dans les réseaux traditionnels peut se traduire par des reculs de -20 % à -25 % sur certaines plateformes, notamment pour les city-breaks et les courts séjours.

Cette situation est d'autant plus paradoxale que le Maroc sort d'une année exceptionnelle. Avec 19,8 millions de visiteurs en 2025, le Royaume a atteint un niveau historique, s'imposant comme première destination touristique en Afrique, devant l'Égypte. Les recettes ont dépassé les 13 milliards de dollars, confirmant le rôle stratégique du tourisme dans l'économie nationale.

Mais derrière ce succès se cache une fragilité structurelle : une forte dépendance aux marchés européens, qui représentent près de 80 % des arrivées internationales, principalement en provenance de France, d'Espagne et du Royaume-Uni.

Or, ce sont précisément ces marchés qui réagissent le plus rapidement aux incertitudes géopolitiques. Le tourisme

Le Maigret du CANARD



européen est extrêmement sensible aux perceptions de risque, même indirectes.

Un modèle sous tension

Autre spécificité : la nature des séjours au Maroc. Contrairement à des destinations comme l’Égypte, souvent associées à des séjours longs et planifiés, le Maroc attire une clientèle de courts séjours, plus flexible mais aussi plus volatile. Les décisions de voyage y sont prises plus tardivement, avec une forte sensibilité aux prix et au contexte international. Dans ce cadre, les tour-opérateurs ajustent leurs capacités à grande vitesse, redéployant leurs offres vers des destinations jugées plus sûres ou plus rentables. Le tourisme mondial fonctionne désormais comme un marché financier : à la moindre incertitude, les flux se déplacent instantanément. Les exemples récents sont éloquentes : l’Égypte, alternant phases d’euphorie et de chute brutale, la Turquie, oscillant entre boom et crises et le Maroc, souvent bénéficiaire des instabilités régionales... jusqu’à présent.

Une crise d’un nouveau type

Mais la situation actuelle présente une différence majeure : elle ne touche plus seulement des destinations, mais les infrastructures mêmes du voyage, en particulier les routes aériennes internationales. Selon plu-

sieurs observateurs, les perturbations en cours pourraient coûter plusieurs centaines de millions de dollars par jour au tourisme régional. Un niveau de risque inédit qui transforme une crise conjoncturelle en menace systémique.

Vers un nouveau modèle de résilience ?

Dans ce contexte, une question centrale s’impose : le modèle touristique national est-il suffisamment diversifié pour absorber ces chocs ? Au-delà de la performance quantitative, l’enjeu est désormais qualitatif, consistant en la diversification des marchés émetteurs, la montée en gamme de l’offre, l’allongement de la durée de séjour et le renforcement du tourisme domestique. Autant de leviers pour construire une résilience durable. Entre tensions géopolitiques, inflation persistante, incertitudes économiques et recomposition des routes aériennes, le tourisme mondial entre dans une phase d’instabilité structurelle. Dans ce nouvel environnement, la performance ne se mesurera plus uniquement en volumes, mais en capacité d’adaptation. Et pour le Maroc, l’enjeu est clair: transformer son succès récent en un modèle capable de résister aux secousses d’un monde devenu imprévisible. ▶

Kérosène :
Le moteur... du
ralentissement
touristique

Longtemps considéré comme le carburant invisible du tourisme mondial, le kérosène est en train de devenir un véritable moteur de freinage des flux touristiques. La hausse des prix de ce carburant entraîne mécaniquement une augmentation du prix des billets d’avion, une réduction des capacités sur certaines lignes et un arbitrage plus strict des touristes. Résultat : le transport aérien, moteur historique de la croissance touristique, se transforme progressivement en facteur de ralentissement. À mesure que le coût du carburant grimpe, le tourisme mondial change de régime : moins de long-courrier, plus de proximité, et des décisions de voyage de plus en plus sensibles au prix. En somme, quand le kérosène s’emballe, le moteur du tourisme tousse. ▶

SOUS L'ÉGIDE DU
MINISTÈRE DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ADMINISTRATION



21 janvier 2026 | INSMAC, Rabat

Partenaires institutionnels

Partenaires officiels

Partenaires Ecosystème

Partenaires médias

Organisateur





Le Maigret du CANARD



Éducation financière L'AMMC à la rencontre des jeunes

L'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC) réaffirme son engagement en faveur de l'éducation financière des jeunes en prenant part à la 14e édition de la Semaine mondiale de l'éducation financière (Global Money Week), une campagne internationale portée par l'OCDE/INFE.

Placée cette année sous le thème « Parlons ensemble de la finance », cette initiative vise à sensibiliser les jeunes aux enjeux financiers afin de les aider à développer une meilleure compréhension de la gestion de l'argent, à prendre des décisions éclairées et à renforcer leur résilience économique à l'avenir. Depuis sa création, la Semaine de l'éducation financière a mobilisé 170 pays, avec des programmes variés ayant permis de toucher plus de 71 millions d'enfants et de jeunes ainsi que 19 millions d'adultes à tra-

vers le monde. Au Maroc, l'édition 2025 a permis de sensibiliser plus de 1,2 million de bénéficiaires. Coordonnée au niveau national avec la Fondation Marocaine pour l'Éducation Financière (FMEF), cette semaine constitue un rendez-vous important pour l'AMMC. Depuis 2018, l'Autorité multiplie en effet les initiatives visant à rendre l'univers du marché des capitaux plus accessible et compréhensible pour le jeune public. Dans le cadre de cette 14e édition, l'AMMC met en place un programme diversifié comprenant notamment :

- l'organisation de la 6e édition du concours « Quiz Finance », qui concernera huit lycées répartis dans six régions du Royaume ;
- des journées d'immersion et des ateliers de formation destinés aux étudiants des grandes écoles et universités ;
- la 3e édition du concours de bande dessinée, organisée en partenariat avec le Ministère de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports (MENPS) ;
- la mise en place d'un parcours pédagogique modulaire sur le portail Le Marché des Capitaux pour Tous ;
- la publication de deux nouveaux numéros de la série des guides de l'investisseur ;



Tarik Senhaji, président de l'AMMC.

- ainsi qu'une campagne d'éducation financière sur les réseaux sociaux.

L'AMMC rappelle également que le portail d'éducation financière « Le Marché des Capitaux pour Tous » est accessible au grand public afin de mieux comprendre le fonctionnement du marché des capitaux et les principaux concepts liés à l'investissement en instruments financiers. ▀

تقدرى تكونى
الى بغيتى

بداي مشروعك من اليوم مع

SAYIDATI PRO

CIH BANK



Le Maigret du CANARD

TROP DE GASPILLAGE LE MAROC JETTE PLUS QU'IL NE CONSOMME

Chaque année, des millions de tonnes de nourriture finissent à la poubelle au Maroc. Un gaspillage massif qui pèse lourd sur l'économie, épuise les ressources naturelles et met en lumière l'urgence d'une stratégie nationale, comme le préconise le Conseil économique, social et environnemental (CESE).

AHMED ZOUBAÏR

Chaque année, des millions de tonnes de nourriture finissent à la poubelle au Maroc, alors même que le pays fait face à des défis croissants en matière de sécurité alimentaire et de raréfaction des ressources naturelles. Dans un avis récent, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) tire la sonnette d'alarme et plaide pour une mobilisation nationale afin de lutter efficacement contre les pertes et le gaspillage alimentaires.

Selon les estimations du Programme des Nations unies pour l'environnement, les ménages marocains ont jeté près de 4,2 millions de tonnes de nourriture en 2022, soit environ 113 kg par habitant et par an, en hausse par rapport aux 91 kg enregistrés en 2021. Le phénomène touche l'ensemble de la chaîne alimentaire. En amont, lors de la production agricole, de la récolte ou du stockage, certaines filières enregistrent des pertes pouvant atteindre 20 à 40 %, notamment dans les fruits et légumes ou les céréales. En aval, au niveau des ménages, de la restauration ou de la distribution, le gaspillage résulte souvent de comportements de surconsommation, d'une mauvaise gestion des stocks ou d'une méconnaissance des méthodes de conservation. Le cas du pain illustre l'ampleur du problème : près de 40 millions d'unités seraient jetées chaque jour dans les foyers marocains. Les pertes alimentaires représentent un manque à gagner important pour les producteurs et les distributeurs. Elles renchérissent également le coût des denrées pour le consommateur final et fragilisent la compétitivité du secteur agricole. Au total, les pertes liées aux produits à base de blé sont estimées à près d'un milliard de dollars par an. Mais les conséquences ne sont pas seulement économiques. Elles sont aussi environnementales. Produire des aliments qui ne seront finalement pas consommés mobilise inutilement des ressources précieuses, notamment l'eau. On estime ainsi que plus de 1,6 milliard de m³ d'eau sont utilisés chaque année pour produire des denrées qui finissent perdues ou gaspillées. À cela s'ajoutent les émissions de gaz à effet de serre générées par la décomposition des déchets alimentaires.

Des causes multiples tout au long de la chaîne

Dans les zones rurales, les pertes sont souvent liées à des insuffisances techniques et logistiques : infrastruc-



tures de stockage limitées, manque de chambres froides, transport inadéquat ou techniques agricoles peu modernisées. Dans les villes, le gaspillage provient davantage des habitudes de consommation : achats excessifs, mauvaise interprétation des dates de péremption, ou encore préparation de quantités trop importantes lors des fêtes et événements. Certaines pratiques commerciales contribuent également au problème, notamment les exigences esthétiques qui conduisent au rejet de produits parfaitement consommables mais jugés non conformes aux standards visuels du marché.

Un cadre institutionnel encore insuffisant

Malgré l'ampleur du phénomène, le Maroc ne dispose pas encore d'un cadre juridique spécifique pour lutter contre les pertes et le gaspillage alimentaires. Les initiatives existantes restent dispersées et peu coordonnées entre les différents acteurs publics et privés. Le manque de données fiables et de mécanismes de suivi complique également la mise en place de politiques publiques efficaces. Face à ces constats, le CESE recommande de placer la lutte contre les pertes et le gaspillage alimentaires au cœur d'une future stratégie nationale d'alimentation

durable. Parmi les mesures proposées figurent l'adoption d'une loi anti-gaspillage interdisant la destruction des invendus et facilitant leur redistribution aux associations; la création d'un observatoire national du gaspillage alimentaire chargé de collecter les données et suivre les progrès ; le développement d'infrastructures de stockage et de transport adaptées, notamment dans les zones agricoles; la promotion des circuits courts pour réduire les pertes liées à la logistique; et le soutien aux initiatives citoyennes comme les frigos solidaires ou les applications de redistribution des invendus.

Un enjeu de souveraineté alimentaire

Pour le CESE, la réduction du gaspillage alimentaire ne relève pas seulement d'une question de consommation responsable. Elle constitue un levier stratégique pour renforcer la souveraineté alimentaire du Maroc, préserver les ressources naturelles et améliorer l'accès à une alimentation de qualité pour tous. Dans un contexte marqué par la sécheresse, la hausse des prix agricoles et la dépendance aux importations, réduire les pertes alimentaires apparaît désormais comme une priorité nationale. ▀



Le Maigret du CANARD



Lors d'un Side Event organisé par le Maroc à l'ONU à New York, experts et responsables ont souligné le rôle central des femmes dans la sécurité alimentaire et la transformation agricole du continent, tout en mettant en avant les initiatives durables et innovantes du Royaume et du Groupe OCP.

Le Maroc a organisé, au siège de l'ONU à New York, un Side Event de haut niveau sur le thème « Les femmes au cœur de la transformation de la sécurité alimentaire en Afrique », en marge de la 70^e session de la Commission de la condition de la femme (CSW70). Présidée par Omar Hilale, Ambassadeur et Représentant Permanent du Royaume auprès de l'ONU, cette rencontre a réuni des ambassadeurs, des hauts responsables des Nations Unies, des représentants d'organisations internationales et des partenaires institutionnels. L'objectif : discuter des moyens de renforcer l'autonomisation économique des femmes et leur contribution au développement agricole du continent. Parmi les participants figuraient notamment Lok Bahadur Thapa, président de la session 2026 du Conseil économique et social (ECOSOC), et Mme Sima Bahous, directrice exécutive d'ONU Femmes et secrétaire générale adjointe des Nations Unies. Dans son allocution, l'Ambassadeur marocain a reconnu les défis auxquels l'Afrique est confrontée, tout en soulignant le potentiel de transformation du secteur agricole grâce à la promotion de la transformation locale, à un accès durable aux fertilisants, au développement de chaînes de valeur résilientes et au renforcement des marchés régionaux. Il a insisté sur l'importance de soutenir les forces vives du continent, en particulier les femmes, qui jouent un rôle central dans la production, la transformation et la résilience des systèmes alimentaires africains.

Transformation des systèmes alimentaires

Les femmes au cœur de l'agriculture africaine



Le Groupe OCP était représenté par sa filiale OCP Africa et sa directrice générale Mme Hajar Alafifi.

S'inscrivant dans la vision royale pour le développement de l'Afrique, le Royaume du Maroc fait de la sécurité alimentaire une priorité stratégique dans le cadre de sa politique de coopération Sud-Sud et triangulaire, avec des initiatives concrètes associant institutions publiques, secteur privé et organisations internationales pour libérer le potentiel agricole du continent. Le Groupe OCP, représenté par sa filiale OCP Africa et sa directrice générale Mme Hajar Alafifi, était également présent. Mme Alafifi a rappelé que les programmes du groupe bénéficient aujourd'hui à plus de quatre millions de petits exploitants agricoles dans plus de 40 pays africains. Avec plus d'un siècle d'expertise et une présence sur cinq continents, le Groupe OCP est l'un des leaders mondiaux des phosphates et des solutions de nutrition des plantes, et s'engage à nourrir la population mondiale en valorisant pleinement le potentiel du phosphate marocain. Les discussions

ont mis en lumière le rôle stratégique de l'agriculture pour l'avenir de l'Afrique, face aux défis du changement climatique, de la dégradation des sols et de la sécurité alimentaire. Les intervenants ont souligné que les femmes produisent jusqu'à 70 % de l'alimentation consommée sur le continent, mais restent confrontées à des obstacles structurels tels que l'accès à la terre, au financement, aux intrants et aux marchés. Les participants ont appelé à promouvoir des politiques publiques favorables, à renforcer les investissements dans l'agriculture durable et à encourager les partenariats entre institutions internationales, gouvernements et secteur privé afin d'accélérer la transformation agricole. À travers OCP Africa, le Groupe OCP accompagne les agriculteurs africains pour améliorer leurs rendements tout en promouvant des pratiques agricoles durables et respectueuses de l'environnement. Ses initiatives incluent des solutions innovantes de nutri-

tion des sols et des plantes, des programmes de formation et des partenariats avec les gouvernements, institutions financières et le secteur privé pour rendre ces solutions accessibles et abordables. Enfin, les intervenants ont souligné l'importance de la formation, de l'innovation scientifique et de la coopération Sud-Sud pour soutenir les agricultrices, améliorer la productivité et renforcer la résilience des systèmes alimentaires. Ils ont insisté sur le fait que l'autonomisation économique des femmes constitue un levier essentiel pour accélérer le développement durable et la sécurité alimentaire en Afrique. La rencontre a également réuni Mme Angélica Jácome (FAO), Mme Cynthia Samuel-Olonjuwon (OIT), Mme Dima Al-Khatib (UNOSSC), Jean-Paul Adam (ONU) et Mme Maria Dimitriadou (Banque mondiale), qui ont tous pris part aux débats et aux recommandations. ▀



CGEM Mehdi Tazi et Mohamed Bachiri officialisent leur candidature à la présidence

JAMIL MANAR

Le processus électoral est lancé à la Confédération Générale des Entreprises du Maroc. Mehdi Tazi et Mohamed Bachiri ont annoncé officiellement leur candidature, respectivement aux postes de président et de vice-président général de l'organisation patronale. Dans une déclaration conjointe, le binôme indique qu'il entame dès à présent les démarches nécessaires à la constitution de son dossier, notamment la collecte des signatures requises en vue de son dépôt officiel. Il s'agit, à ce stade, de la première candidature déclarée depuis l'ouverture de l'appel à candidatures le 11 mars.

Deux profils expérimentés au sein du patronat

Actuel vice-président général de la CGEM, Mehdi Tazi dispose d'une connaissance approfondie de l'institution, qu'il a dirigée aux côtés de Chakib Alj durant deux mandats. Sa candidature à la présidence s'inscrit dans une logique de continuité de l'action menée ces dernières années. De son côté, Mohamed Bachiri est une figure bien connue du patronat marocain, notamment sur les questions industrielles. Il s'était illustré en 2019 en assurant la présidence par intérim de la CGEM à la suite du départ de Salaheddine Mezouar, dans un contexte marqué par une crise de gouvernance. Il avait alors accompagné la transition jusqu'à l'élection du tandem Alj-Tazi.

Complémentarité des parcours

Le duo met en avant une complémentarité de profils. Mehdi Tazi, issu du monde de la finance et de



Futurs patrons des patrons sans être patrons...

l'assurance, a notamment dirigé Saham Assurance avant de prendre la tête de sa holding ASK Capital,

active dans plusieurs secteurs dont l'assurance, l'immobilier et les services aux entreprises.

À l'inverse, Mohamed Bachiri a construit l'essentiel de sa carrière dans l'industrie. Actuel dirigeant de Renault Group Maroc, il a occupé plusieurs fonctions de responsabilité au sein du groupe, notamment dans le pilotage industriel et les ressources humaines. Il a également joué un rôle clé dans le développement du complexe industriel de Tanger, l'un des projets emblématiques du secteur automobile au Maroc.

Peut-on diriger le patronat sans être patron ?

Ni Mehdi Tazi ni Mohamed Bachiri ne correspondent au profil classique de « patron-proprétaire » (fondateur ou actionnaire majoritaire d'un grand groupe). Leur légitimité repose davantage sur leur parcours de dirigeants exécutifs et leur expérience au sein de grandes organisations, plutôt que sur la détention capitalistique. Mehdi Tazi dirige une holding d'investissement et a longtemps évolué dans l'univers de la finance et de l'assurance, tandis que Mohamed Bachiri est un pur manager industriel, issu d'un grand groupe international comme Renault Group Maroc. Autrement dit, ce sont des profils de gestionnaires et de stratèges plus que d'entrepreneurs au sens traditionnel. Cela dit, au sein de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc, cette distinction n'est pas formellement bloquante. L'institution a déjà été dirigée par des profils variés : certains étaient des fondateurs de groupes, d'autres des dirigeants professionnels. Le critère déterminant reste généralement la capacité à fédérer, représenter les entreprises et porter une vision économique. La CGEM doit-elle être dirigée par un « capitaine d'industrie » propriétaire, ou par un manager expérimenté capable de piloter une organisation complexe et de dialoguer avec les pouvoirs publics ? Le débat mérite d'être lancé... »

Calendrier électoral en cours

À ce jour, cette candidature demeure la seule officiellement déclarée. Les prétendants à la présidence de la CGEM ont jusqu'au 8 avril pour déposer leurs dossiers, dans le cadre d'un scrutin qui s'annonce déterminant pour l'orientation future du patronat marocain. »



Le Maigret du CANARD



Le 15ème Plan quinquennal devant fixer les orientations stratégiques de la Chine pour la période 2026-2030, est rentré en vigueur en mars 2026 juste après les réunions annuelles de la Conférence consultative politique du peuple chinois (4 mars) et de l'Assemblée populaire nationale (5 mars) au cours desquelles fut adopté le programme détaillé traduisant ses priorités en objectifs chiffrés et en projets opérationnels. Depuis la fondation de la République populaire en 1949, les plans quinquennaux constituent l'un des instruments essentiels de la gouvernance économique et sociale de la Chine. Inspirés à l'origine de la planification soviétique, ils ont progressivement évolué pour devenir des cadres stratégiques orientant le développement à moyen et long terme du pays. Structuré en quinze parties et soixante et une sous-sections, le plan constitue une feuille de route nationale couvrant l'économie, l'éducation, la santé, la défense, la transition écologique, l'innovation, la sécurité, la réunification de la Chine et l'ouverture internationale.

Allocation intelligente des forces productives

La construction d'un système industriel moderne autour du concept de « forces productives de nouvelle qualité » est la pierre angulaire du 15e plan quinquennal. Il ne s'agit plus de croissance extensive, mais d'un nouveau modèle de création de richesses fondé sur les percées technologiques, l'allocation intelligente des facteurs de production (données, capital technologique, talents) et la transformation systémique des secteurs traditionnels. À ces fins, la Chine déploie une stratégie à trois étages : moderniser les secteurs traditionnels, développer les industries émergentes, investir dans les technologies du futur. Moderniser les secteurs traditionnels (mines, métallurgie, chimie, construction mécanique, construction navale...), qui constituent encore 80% du tissu industriel de la Chine. L'objectif est de les refondre par l'automatisation, la numérisation et l'écologisation. La transformation, d'une ampleur inédite, devrait générer à elle seule environ 10 000 milliards de yuans (1 370 Mds €) sur cinq ans, soit plus de 7 % du PIB 2025.

Les moteurs de la croissance

Développer les industries émergentes, véritables moteurs de la croissance. Le plan en identifie cinq : l'industrie liée au numérique (IA, puissance de calcul) ; les semi-conducteurs ; les véhicules électriques ; la robotique ; la biopharmacie. Leur point commun : forte intensité technologique, faible empreinte carbone, et capacité à générer des emplois qualifiés. Investir

POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



Economiste,
ancien
ministre de
l'Emploi et des
Affaires sociales.

Le 15ème plan quinquennal de la Chine

Une stratégie à trois étages !

dans les technologies du futur, un pari sur le très long terme. La Chine mise aussi sur des technologies encore jeunes : quantique, biomanufacturing, fusion nucléaire, interfaces cerveau-machine, 6G. L'objectif est de prendre une longueur d'avance : d'ici dix ans, les filières concernées pourraient peser l'équivalent d'un nouveau secteur high-tech à part entière. L'innovation technologique est au cœur du système. Elle constitue l'axe le plus important du 15e plan quinquennal. Les dépenses de R&D devraient continuer à croître d'environ 7 % par an, afin de renforcer l'écosystème national d'innovation. La Chine souhaite ainsi passer du statut de « grande puissance manufacturière » à celui de leader mondial de l'innovation technologique.

« Double circulation »

Le plan accorde également une place importante au développement social et à l'amélioration du niveau de vie. Les priorités comprennent l'augmentation du revenu des ménages, la réduction des inégalités régionales, l'amélioration de la protection sociale et l'accès à l'éducation et aux soins. Le gouvernement vise également à maintenir le taux de chômage urbain en dessous de 5,5 %, afin de garantir la stabilité sociale. L'un des objectifs majeurs consiste également à renforcer le rôle

de la consommation intérieure dans la croissance. Aujourd'hui, la consommation des ménages représente environ 40 % du PIB ; elle devrait atteindre environ 45 % d'ici 2030 afin de réduire la dépendance aux exportations et à l'investissement public. Cette réorientation vers la demande intérieure constitue un pilier central de la stratégie dite de « double circulation », combinant développement du marché intérieur et maintien d'une ouverture économique contrôlée. Cette stratégie vise à réduire la « dépendance » de la Chine par rapport aux exportations et à contrecarrer la politique protectionniste de Trump.

Le poids des tensions géopolitiques

La mise en œuvre du quinzième plan quinquennal devra faire face à plusieurs défis importants. Le premier concerne le ralentissement progressif de la croissance économique. Après plusieurs décennies de croissance rapide, l'économie chinoise entre dans une phase plus mature caractérisée par un rythme d'expansion plus modéré. Le gouvernement doit trouver un équilibre délicat entre le maintien d'une croissance stable et la poursuite des réformes nécessaires pour améliorer l'efficacité économique. Ce ralentissement de la croissance est une donnée objective dans une économie qui a connu

par le passé des taux de croissance à deux chiffres. A partir d'un certain seuil, la qualité prime sur la quantité. C'est le cas aujourd'hui de la Chine. Un autre défi majeur réside dans les transformations démographiques que connaît la Chine. La baisse du taux de natalité et le vieillissement rapide de la population constituent des tendances préoccupantes pour l'avenir économique du pays. La diminution de la population active pourrait peser sur la croissance et accroître la pression sur les systèmes de retraite et de santé. Pour répondre à ces défis, les autorités devront encourager l'innovation, améliorer la productivité — via notamment l'utilisation massive des robots et de l'IA — et mettre en place des politiques sociales adaptées à une société vieillissante. Les tensions géopolitiques représentent également un facteur d'incertitude majeur. Les rivalités entre grandes puissances ont conduit à l'adoption de certaines restrictions visant l'accès à des technologies avancées. Dans ce contexte, la Chine cherche à renforcer sa sécurité économique et technologique tout en continuant à participer activement aux échanges internationaux. Maintenir cet équilibre entre autonomie stratégique et ouverture économique constitue un enjeu central pour les années à venir. Dans la grande symphonie de la transformation mondiale, le 15ème plan quinquennal de la Chine s'apprête à jouer une note décisive : ambitieuse, complexe et profondément marquante. Avec une vision qui allie croissance verte, autosuffisance technologique et revitalisation de l'économie intérieure, ce plan directeur ne se limite pas à atteindre des objectifs, mais cherche à redéfinir ce qu'une nation moderne peut accomplir. Qu'il s'agisse de relever les défis démographiques ou de se positionner en leader de la neutralité carbone, la Chine envoie un message clair au monde : l'avenir n'est pas quelque chose que l'on attend, c'est quelque chose que l'on construit. Pour ceux qui observent attentivement, les cinq prochaines années ne représenteront pas seulement un plan : elles constitueront une leçon magistrale où l'ambition s'alliera à l'exécution. On le voit, la Chine poursuit une voie aux antipodes de celle de l'Amérique de Trump. Alors que ce dernier cherche à dominer le monde par les armes, la Chine œuvre à devenir la première puissance mondiale par l'économie. Cette confrontation entre les deux grandes puissances du globe avec des visions différentes marquera de son empreinte les prochaines années. Le sommet entre le Président américain Donald Trump et le Président chinois Xi Jinping, prévu à Pékin à la fin de ce mois, s'il est maintenu, nous donnera certainement un avant-goût de cette confrontation. ▀



Le MIGRATEUR



AHMED ZOUBAÏR

C'est un peu la situation embarrassante dans laquelle se retrouve Donald Trump face à l'Iran. Après avoir joué mis le feu au Proche-Orient avec la complicité du criminel de guerre de Tel Aviv, voilà que Washington lance un appel pressant à la communauté internationale : former une coalition navale pour sécuriser le passage des pétroliers dans le stratégique détroit d'Ormuz. Mais la réalité est têtue : près d'un tiers du pétrole transporté par mer passe par ce goulet maritime étroit, surveillé de très près par l'Iran. Et lorsque la tension monte, le commerce mondial suffoque, les prix de l'énergie flambent et les marchés s'affolent. Dans un moment d'inspiration diplomatique assez inédit, Trump a même regardé vers la Chine, espérant que Pékin enverrait son armada pour escorter les pétroliers. Après tout, la Chine dépend fortement du pétrole du Golfe : logique, non ?

Du côté des alliés traditionnels, l'enthousiasme n'est guère plus débordant. Certains expliquent qu'ils doivent « consulter leur parlement », d'autres qu'ils privilégient « la désescalade ». Traduction diplomatique : débrouillez-vous avec votre foutu scénario. Au Royaume-Uni, le gouvernement a clairement fait savoir qu'il n'était pas prêt à envoyer des navires de guerre dans le détroit, préférant envisager des moyens non offensifs comme des drones de déminage. Londres ne tient pas à être perçu comme un belligérant direct par Téhéran.

Derrière les formules diplomatiques polies se cache une inquiétude très concrète : si un pays rejoint une opération militaire contre l'Iran, il pourrait être considéré comme partie prenante du conflit et potentiellement exposé à des représailles, y compris loin du théâtre des opérations. C'est un calcul stratégique que plusieurs capitales européennes semblent partager : mieux vaut soutenir la sécurité maritime sans apparaître comme cobelligérant.

La liste des volontaires ressemble donc, pour l'instant, à une feuille blanche. Même des pays très dépendants du pétrole du Golfe, comme le Japon, expliquent qu'ils n'ont pas l'intention immédiate d'envoyer des navires d'escorte, invoquant des contraintes politiques et constitutionnelles.

Quant à l'idée de voir la Chine dépêcher son armada pour sécuriser la navigation, elle relève pour l'instant du vœu pieux. Pékin observe la crise avec la prudence habituelle des puissances qui préfèrent ne pas intervenir dans un conflit qui tourne à son avantage. Pékin étant un grand allié de Téhéran dont les dirigeants laissent passer les pétroliers bat-

DETROIT D'ORMUZ

GOOD LUCK, DONALD !

Dans les films hollywoodiens, quand la situation devient critique, il suffit d'un discours musclé, d'un drapeau qui claque au vent et d'une musique héroïque pour que la cavalerie arrive. Mais dans la vraie vie géopolitique, les alliés ne surgissent pas toujours au bon moment... surtout quand on les appelle à la rescousse après avoir déclenché l'incendie.

tant pavillon chinois...Aucun pays au monde n'a le degré de sagesse de Trump pour se mouiller dans un conflit aussi explosif. Résultat : la grande coalition internationale ressemble pour l'instant à une réunion Zoom où tout le monde a coupé sa caméra. Et pour cause.

Une coalition internationale chargée de sécuriser le détroit d'Ormuz pourrait facilement basculer d'une mission de protection maritime vers une implication directe dans la guerre contre l'Iran. Bonjour la 3 e guerre mondiale! Dans ce contexte très brumeux , il ne reste peut-être

qu'une solution au grand Donald : appeler les vrais professionnels de l'étoffe de John Rambopour pour patrouiller dans le détroit, avec son bandeau et son arc, pendant que Tom Cruise descendrait en rappel d'un porte-avions pour une nouvelle mission classée «impossible» ? Après tout, dans les films, cela fonctionne toujours. Les héros sautent d'hélicoptère en hélicoptère, neutralisent des armées entières et rentrent à la maison sains et saufs avant le générique.

Malheureusement pour les scénaristes de la Maison-Blanche, la politique internationale n'obéit pas aux lois d'Hollywood. Les adversaires ne disparaissent pas après une explosion spectaculaire, les alliés ne surgissent pas automatiquement au moment crucial , et les détroits stratégiques ne se sécurisent pas à coups d'envolées martiales et de déclarations contradictoires.

Bref, l'Amérique des films d'action, celle où un seul homme sauve le monde en 90 minutes, n'est pas tout à fait la même que celle de la réalité géopolitique , celle où les calculs, les intérêts et les équilibres de puissance ont tendance à compliquer sérieusement le scénario. Et dans ce film-là, il n'y a pas toujours de happy end écrit à l'avance. Good luck Donald !



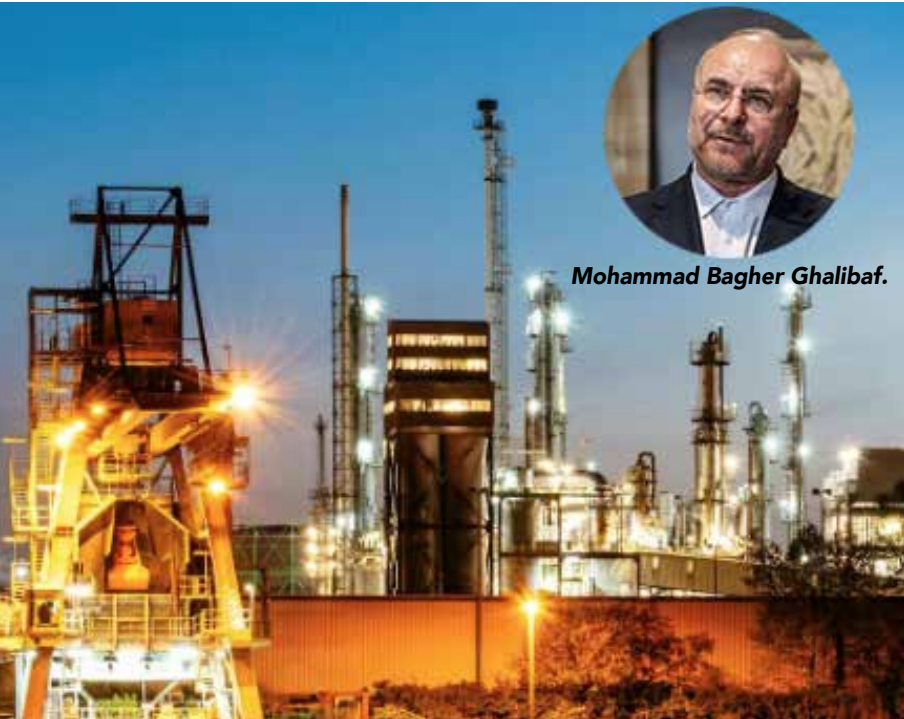


Le MIGRATEUR



Détroit d'Ormuz UNE DÉCLARATION LOURDE DE SOUS-ENTENDUS ET DE RISQUES

En affirmant que le détroit d'Ormuz « ne reviendra pas à son état d'avant-guerre », le président du parlement iranien Mohammad Bagher Ghalibaf envoie un signal fort à l'Occident et aux marchés mondiaux. Cette déclaration installe une incertitude durable sur l'un des passages stratégiques les plus sensibles pour le transport énergétique mondial.



LAILA LAMRANI

La déclaration de Mohammad Bagher Ghalibaf, affirmant que le Détroit d'Ormuz « ne reviendra pas à son état d'avant-guerre », s'inscrit dans une logique de signal politique fort, bien au-delà d'une simple réaction conjoncturelle. Elle traduit à la fois un message de fermeté, une stratégie de dissuasion et une volonté de redéfinir durablement les قواعد du jeu dans cette zone stratégique.

Une rupture assumée avec le statu quo

En évoquant un « avant » et un « après », Téhéran suggère clairement que la situation dans le détroit, l'un des points de passage les plus sensibles au monde pour le commerce énergétique, est entrée dans une nouvelle phase. Cela peut signifier plusieurs choses : un contrôle plus strict ou plus imprévisible du trafic maritime, une présence militaire accrue, ou encore une volonté d'imposer de nouvelles règles tacites aux puissances occidentales et aux pays du Golfe. Autrement dit, l'Iran laisse entendre que le détroit ne sera plus un espace de circulation « neutre » tel qu'il l'était relativement auparavant.

Un levier géoéconomique majeur

Le Détroit d'Ormuz concentre environ un tiers du transport mondial de pétrole.

Toute dégradation durable de la sécurité ou de la fluidité du trafic a donc des répercussions immédiates sur les marchés énergétiques. Cette déclaration pourrait ainsi : alimenter la volatilité des prix du pétrole, renforcer les anticipations haussières sur les marchés et inciter certains pays importateurs à constituer des stocks stratégiques. Même sans blocage effectif, la simple perception d'un risque accru suffit à renchérir les coûts (assurances maritimes, primes de risque, fret).

Un message stratégique à l'Occident

Cette prise de position vise également les États-Unis et leurs alliés. En affirmant que la situation ne reviendra pas à la normale, Téhéran envoie un signal clair : toute tentative de pression ou d'intervention aura un coût durable sur la sécurité énergétique mondiale. C'est une forme de dissuasion indirecte : plutôt que de fermer le détroit, ce qui serait un casus belli, l'Iran installe une incertitude permanente, plus difficile à contrer mais tout aussi efficace sur le plan stratégique.

Des conséquences en chaîne

Pour des pays fortement dépendants des importations énergétiques, comme le Maroc, les implications sont concrètes : risque de hausse des prix des carburants, pression accrue sur l'inflation et impact sur les coûts

de transport et, par ricochet, sur les prix des biens de consommation. Cette déclaration s'inscrit d'ailleurs dans un contexte où les marchés restent extrêmement sensibles aux tensions géopolitiques, ce qui fragilise davantage les économies déjà exposées à des chocs externes.

Vers une normalisation de l'instabilité ?

Enfin, le point le plus préoccupant réside dans l'idée d'une « nouvelle normalité ».

Si le détroit ne revient pas à son état antérieur, cela signifie que les acteurs économiques devront intégrer un risque structurel plus élevé, les routes énergétiques alternatives (pipelines, diversification des sources) deviendront encore plus stratégiques et la militarisation de la zone pourrait s'inscrire dans la durée.

In fine, ce propos n'annonce pas forcément une escalade immédiate, mais elle installe un cadre durable d'incertitude. Et dans un marché mondial de l'énergie déjà sous tension, l'incertitude est souvent, à elle seule, un facteur de crise. ▮

Proche-Orient Du champ de bataille aux champs pétroliers, l'escalade fatale

Il ne s'agit plus d'une simple escalade. Ce qui se joue aujourd'hui au Proche-Orient ressemble de plus en plus à une mutation du conflit vers une guerre totale, où les missiles ne visent plus seulement des positions militaires, mais les artères vitales de l'économie mondiale. En quelques jours, la logique de confrontation a changé de nature. Après le bombardement d'un site gazier dans le sud de l'Iran, attribué aux États-Unis et à Israël, la riposte n'a pas tardé à prendre une forme inédite : frapper là où cela fait le plus mal — l'énergie. Le message est sans équivoque. En ciblant des installations pétrolières et gazières dans le Golfe, et en exposant des pays comme le Qatar ou les Émirats arabes unis, les acteurs du conflit redessinent les lignes rouges. Désormais, aucun territoire stratégique n'est réellement à l'abri. Ce basculement n'est pas anodin. Il marque le passage d'un affrontement régional à une confrontation aux implications globales. Le Golfe n'est pas un champ de bataille comme les autres : c'est le cœur énergétique de la planète. Toucher à ses infrastructures revient à envoyer une onde de choc dans toutes les économies dépendantes du pétrole et du gaz. Autrement dit, la guerre ne se contente plus de détruire : elle cherche à déséquilibrer.



Le conflit franchit une ligne rouge.

Le spectre d'un embrasement incontrôlable

En élargissant la cible à des États qui n'étaient pas en première ligne, le conflit prend le risque d'un engrenage. Car toucher indirectement le Qatar ou les Émirats arabes unis, c'est potentiellement provoquer une internationalisation accélérée de la crise. Chaque frappe devient alors un message politique autant qu'un acte militaire. Et chaque riposte, une invitation à aller plus loin.

Une stratégie du chaos maîtrisé ?

Derrière cette montée en tension, une question s'impose : assiste-t-on à une perte de contrôle... ou à une stratégie assumée ? En visant les infrastructures énergétiques, les protagonistes semblent vouloir déplacer le coût du conflit vers le reste du monde. Hausse des prix, tensions sur les marchés, pression sur les grandes puissances : la guerre devient un outil d'influence globale.

Jusqu'où ?

C'est désormais la véritable inconnue. Car une fois les installations énergétiques dans la ligne de mire, il devient difficile de redéfinir des limites. Le conflit entre dans une zone grise où chaque acteur teste la résistance de l'autre — et du système international dans son ensemble. Le Proche-Orient n'est plus seulement un théâtre de guerre. Il est en train de devenir l'épicentre d'un bras de fer mondial, où le pétrole et le gaz remplacent peu à peu les lignes de front traditionnelles. Et dans cette nouvelle équation, ce ne sont plus seulement les belligérants qui paient le prix — mais l'ensemble de l'économie mondiale. ▮



Le MIGRATEUR



Municipales françaises Le premier tour signe une recomposition politique et des duels serrés

Dimanche 15 mars, près de 35 000 communes françaises ont tenu le premier tour des élections municipales, un scrutin clé pour élire les conseils municipaux et les maires.

LAILA LAMRANI

Si la majorité des petites villes a déjà désigné ses élus, des milliers de communes, notamment les grandes métropoles se dirigeront vers un second tour le 22 mars. La participation a été jugée modérée, avec environ 57 % des électeurs inscrits qui ont voté, un niveau légèrement supérieur à celui observé lors du précédent scrutin municipal en 2020 mais toujours considéré comme faible hors contexte exceptionnel. Dans les petites communes, où la compétition est souvent limitée, près de 96 % des maires ont été élus dès ce premier tour, faute de listes concurrentes ou de majorité claire requérant un second tour.

Des grandes villes en ballottage

En revanche, dans les principales métropoles françaises, Paris, Marseille, Lyon, Toulouse ou Lille , aucune liste n’a obtenu la majorité absolue, provoquant des duels ou triangulaires pour le second tour prévu dans une semaine. À Paris, le candidat socialiste Emmanuel Grégoire arrive en tête, suivi de Rachida Dati (LR), avec une troisième place notable pour la candidate de La France Insoumise, Sophia Chikirou, donnant lieu à des négociations stratégiques pour le second tour.

Des tendances nationales déjà visibles

Le premier tour illustre une fragmentation du paysage politique. Les partis traditionnels comme le Les Républicains et le Parti Socialiste se maintiennent en bonne position dans de nombreuses villes moyennes et grandes agglomérations. Mais les forces politiques périphériques progressent également : Le Rassemblement National obtient des scores importants dans son bastion du sud-est de la France et arrive en tête ou en seconde position dans plusieurs villes, même s’il peine à s’imposer dans les grandes métropoles hors de ses territoires historiques. Pour sa part, La France Insoumise (LFI) réalise des performances supérieures aux



Le président Macron accomplissant son vote.

attentes dans certains centres urbains, comme à Saint-Denis, où sa liste menée par Bally Bagayoko dépasse 50 % des voix au premier tour.

Des alliances en perspective

La période entre les deux tours s’annonce décisive. Face à des résultats serrés, les alliances locales entre partis deviennent déterminantes, dans certains cas même entre formations qui se sont longtemps opposées. Des rapprochements entre socialistes et forces de gauche radicale ont été initiés dans plusieurs villes pour contrer la poussée du RN ou du bloc de droite. À Paris même, des stratégies sont à l’œuvre : la droite classique s’est unie autour de Rachida Dati pour maximiser ses chances, tandis que la gauche hésite encore sur les modalités de coalition entre socialistes et forces plus radicales.

Enjeux politiques plus larges

Au-delà de l’échelon local, ces élections municipales sont également analysées comme un baromètre politique à un an de l’élection présidentielle de 2027. Les performances des formations politiques dans les grandes villes où l’électorat est plus diversifié sont perçues comme des indicateurs de confiance ou de rejet des formations nationales. ►

Guerre israélo américaine contre l’Iran

Une démission fracassante secoue le camp Trump



Joe Kent a dénoncé une guerre injustifiée imposée par Israël.

Joe Kent, responsable du contre-terrorisme et proche de Donald Trump, a annoncé sa démission en dénonçant une guerre contre Iran qu’il juge injustifiée, révélant des tensions croissantes au sein du camp MAGA. Dans un message publié sur X, il affirme ne pas pouvoir « en toute conscience soutenir la guerre », estimant que l’Iran ne représentait aucune menace imminente pour les États-Unis. Il accuse également une pression d’Israël et de son lobby. Dans sa lettre à Trump, il rappelle la promesse de mettre fin aux guerres inter-

minables au Moyen-Orient, évoquant un coût humain lourd, qu’il connaît personnellement après la mort de son épouse dans un attentat en Syrie en 2019. Cette démission met en lumière les fractures au sein du camp républicain, notamment parmi les partisans isolationnistes, de plus en plus critiques face au conflit, malgré un soutien initial à l’opération militaire. De son côté, Donald Trump a minimisé l’impact de ce départ, affirmant que Joe Kent manquait de fermeté en matière de sécurité et estimant finalement que « c’est une bonne chose qu’il soit parti »! ►



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4

Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou

a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Amine Amerhoun,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine et

Chaimaa El Omari Naib

CORRESPONDANT EN FRANCE

ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416

Et BATATI ET BATATA

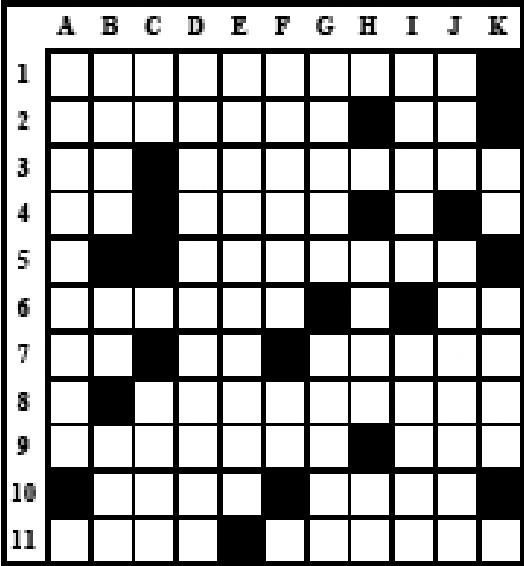


Mot Fléchés

Grid for Mot Fléchés with clues and arrows:

- 1. A. de Pronom relatif Intervient En ville
- 2. On ne Tace en France Canal pour uriner
- 3. Que fon doit Mouton-nier Poursuivre
- 4. Ici Arçon Radium Note
- 5. Rivière d'Autriche Parapher
- 6. Poisson-permoquet
- 7. Corriger Vedettes Affinaitif
- 8. Ville d'Inde Aussi
- 9. Dans Possédés Consulté
- 10. Arbre africain Agi par peu
- 11. Article contredé
- 12. Figure Délice
- 13. Inculte Article espagnol Pénurie
- 14. Housser Montagne de la Bulgarie
- 15. Plante à fleurs jaunes
- 16. Achat Bonote
- 17. Désire

Mots croisés



Horizontalement
[1] Lieu de Suisse très fréquenté ne été. [2] Elève qui vient d'entrer au collège. Sur une pierre tombe. [3] Symbole chimique. Réfléchiras à ce que tu dois faire. [4] Fin de participe. Dans le titre d'une oeuvre de Balzac. [5] Principes de corps gras. [6] Rejetons des racines d'un arbre. Article. [7] Possessif. Début d'attentat. Elle est de même valeur. [8] Sert souvent à indiquer le prix. [9] Du verbe être. Chef un. [10] Chargé d'études. Possessif. [11] Attache. Fleur du souvenir.

Verticalement
[A] Cheval de Caligula. [B] Pronom. Démonstratif. Mi rebelle. [C] Terme d'intimité. Lac d'Amérique. [D] Finit réduire à néant du liquide. [E] Changement de régime brutal. Se mettent souvent en pelotes. Lettres de Quinqu. [G] même. Forme de l'auxiliaire. [H] Sport. Pour indiquer un fo de livre. [I] Non préparée. Foyers. [J] Refusa d'admettre. Fen turque. [K] Note. Existantes.

Mots Mêlés

TOBORRUERRETSME
FUSEEREIMULUEN
OTYNSEETENALPLI
RISPETLUCCOUEOH
DRAOCIBILBORRG
IPTTFSTCOCUIHEA
NSNIEAYRUTUFECM
AEAONBNOANEDRRU
TGFNORSNEMICOET
EAERRERICOGVSI
UYGFTULIRNACECM
RORESALDOSMSARP
AVATARNTFTIPIOS
ONGALAXIERSTASE
DYSTOPIESEIBMOZ

- ALIEN
- ANDROIDE
- ASTRONEF
- AVATAR
- CYBORG
- BILBO
- DYSTOPIE
- ESPACE
- ESPRIT
- ETOILE
- FANTASY
- FORCE
- FUSEE
- FUTUR
- GALAXIE
- GOLEM
- LASER
- LUMIERE
- MACHINE
- MAGIE
- MARTIEN
- MONSTRE
- OASIS
- OCULTE
- ORDINATEUR
- PLANETE
- POTION
- ROBOT
- SABRE
- SORCIER
- SOUCOUP
- STASE
- SUPERHEROS
- SURNATUREL
- TEMPS
- TERREUR
- UCHRONIE
- UNIVERS
- VOYAGE
- ZOMBIES

Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.

2			7		3			5
5								9
					2			8
9					8			7 5
	3		9		1			4
6	8		2					1
8			3					
	4							9
	6		8		7			3

A méditer

Portrait of Jean-Baptiste Poquelin, dit Molière.

« Contre la médisance, il n'est point de rempart. »

Jean-Baptiste Poquelin, dit Molière.

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku

6	8	5	1	2	9	7	3	4
4	1	7	6	5	3	8	9	2
9	3	2	7	8	4	5	6	1
2	5	9	4	6	1	3	8	7
8	4	3	5	7	2	9	1	6
7	6	1	3	9	8	2	4	5
3	7	8	2	1	6	4	5	9
1	2	4	9	3	5	6	7	8
5	9	6	8	4	7	1	2	3

Mots Mêlés

Solution Mots Mêlés

Mot-mystère : Science-fiction

Mots fléchés

PITTORESQUES
LAISSERA.NB.
AL.A.CN.ISLY
ITERATION.O.
SALIRA.STOUT
A.ONC.V.R.IE
NAGE.DAGUES.
TAISEUSES.SR
ERE.DOEL.VAU
ROUMI.U.LONS
INSATISFAITE
E.ELEVE.SEES

Mots croisés

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K
1	R	E	G	A	R	D	A	N	T	E
2	E	V	I	T	E	R	A	I	E	N
3	D		T	A		T	I	R		
4	O	S		R	A	G	O	T	G	I
5	N	A		A		D	A	I	M	S
6	D	I	S	P	O	N	I	B	L	E
7	A	N		E	M	I	L	E	S	E
8	N	E	T		B	E	S	T	R	
9	C	E	T	R	E		A	V	E	
10	E	N	T	I	E	R	E	T	I	N
11	S	U	E	R		E	N	F	A	N



Et BATATI ET BATATA



Oublie sa femme lors d’une pause pipi !

Un automobiliste a oublié par mégarde sa femme sur le bord de la route et continué son chemin durant 160 km avant de s’apercevoir qu’elle n’était pas dans le véhicule. Le couple de Thaïlandais est parti le jour de Noël afin de conduire toute la nuit pour se rendre dans sa province natale de Maha Sarakham, rapport le Daily Mail du 3 janvier. Boontom Chaimoon, 55 ans, a arrêté son véhicule au bord de la route pour uriner. Sa femme Amnuay Chaimoon, 49 ans, se serait aventurée plus loin dans la jungle pour soulager sa vessie. Mais quand elle est revenue sur le bord de la route, la voiture de son mari n’y était plus et elle était seule dans le noir. Amnuay Chaimoon n'avait ni argent ni téléphone, elle a donc décidé de marcher dans l'espoir de trouver de l'aide. Elle a dû faire près de 21 km avant de trouver un poste de police, toujours selon le Daily Mail. Elle a supplié la police de l'aider à retrouver son mari, mais elle ne connaissait pas son numéro par cœur et ils n'ont pas pu le localiser. Alors que la police tentait de le joindre, le mari s'est aperçu que sa femme n'était pas dans son véhicule. Il était à 160 km d'où il l'avait vue la dernière fois et il a fait demi-tour pour la retrouver. Boontom Chaimoon croyait que son épouse dormait sur le siège arrière. Le couple est marié depuis 27 ans et a un fils de 26 ans.

Mort-vivant

Sa banque lui apprend qu'il est mort, il doit prouver qu'il vit toujours pour continuer à toucher sa pension de retraite. Marc Souali, un retraité de 63 ans vivant à Blainville-Crevon, en Seine-Maritime (France), doit faire face à un véritable marathon administratif pour prouver qu'il est toujours en vie. Comment prouver que l'on est en vie lorsque l'administration vous croit mort ? C'est l'inextricable situation dans laquelle s'est retrouvé Marc Souali à la mi-décembre. Ce maître d'hôtel à la retraite de 63 ans a reçu un drôle de coup de téléphone de sa banque, lui indiquant qu'elle avait appris son décès. « Ils m'ont longuement interrogé pour établir mon identité avant de me prévenir qu'il fallait que je régularise au plus vite la situation auprès de la caisse de retraite, au risque de ne plus la percevoir. Le plus grand risque : que les prestations soient interrompues car les remettre en route prend énormément de temps. » explique-t-il. Marc Souali croit d'abord à « une plaisanterie ». « On met ça sur le compte d'une erreur et on espère qu'il n'y aura pas de conséquence ». « La Carsat m'a demandé de fournir une lettre sur l'honneur et une attestation de vie délivrée par la mairie de mon lieu de résidence pour rectifier les faits, poursuit le retraité. Le plus étonnant, c'est que la mairie avait reçu la même lettre signalant mon décès et s'apprêtait à téléphoner à mon épouse. » La Carsat a indiqué que ce type d'erreur était « très rare » ? ». « Il peut s'agir d'une homonymie ou d'un simple chiffre mal frappé dans un numéro de sécurité sociale, mais les procédures de vérification sont fortes », a-t-elle ajouté.

Fête gâchée pour un morse

La ville de Scarborough, dans le nord-est de l'Angleterre, a annulé son spectacle pyrotechnique sur les conseils d'associations de protection animale. Le morse Thor, vu à plusieurs reprises dans le port de Dieppe en Seine-Maritime, s’y trouvait au moment du Nouvel an. Il est arrivé vendredi 30 décembre. Thor, un morse, vient régulièrement se reposer au port de Scarborough, dans le nord-est de l'Angleterre. Comme bon nombre de villes anglaises, la commune du Yorkshire avait l'intention de célébrer le passage de la nouvelle année avec un spectacle pyrotechnique. Le morse, devenu une attraction pour les touristes, a attiré l'attention des associations de protection animale. « Des craintes existent sur le fait que le dispositif pourrait créer un stress chez le mammifère », a déclaré un porte-parole de la ville. Déçu mais bien conscient que « le bien-être du morse devait primer », le maire a annulé le feu d'artifice. Une décision saluée par les associations de protection des animaux. « Tout le monde a juste fait ce qu'il fallait et nous en sommes extrêmement reconnaissants », a souligné Emily Mayman du British divers marine life rescue (BDMLR).



Rigolard



***Un touriste Japonais** arrive a l'aéroport Charles De Gaulle et prend un taxi pour aller voir le Stade De France. Sur l'Autoroute, il regarde par la vitre arrière et, apercevant une moto qui double, tape sur l'épaule du chauffeur en disant: " Moto Kawazaki, très rapide... Made in Japan ! " Un peu plus loin sur la route, le touriste tape à nouveau sur l'épaule du chauffeur de taxi et dit : " La... Auto Toyota, très rapide... Made in Japan! " Même s'il est fatiguant, le chauffeur ne dit rien. Il poursuit sa route jusqu'au stade olympique et débarque son passager: " Voila Monsieur, ça vous fera 100€ " Le Japonais stupéfié par le prix remarque : " Ouh la la... Très cher ! " Et le chauffeur se retourne en souriant : " Hey oui, compteur très rapide... Made in Japan

***Un jour un chanteur** a fini un concert par son morceau le plus difficile. A la fin, la salle entière s’est levée et a hurlé : « Encore ! Encore ! Encore ! » Le chanteur jubile et s’exécute, et sitôt la fin du morceau les cris reprennent de plus belle. Au bout de dix fois à chanter le même morceau, le chanteur remercie la salle à nouveau et demande : « On dirait que vous

aimez vraiment ce morceau, nan ? » Et un mec dans le public répond « Nana, nan, pas du tout, mais c’était tellement l’enfer qu’on voulait juste que tu t’améliores. Mais là ça commence à venir... »

*Blagues courtes

- Tu connais l'histoire de l'armoire ? Elle n'est pas commode.
- Un jeune père discute avec son collègue : " Mon fils marche depuis quatre mois". " Oh là là, il doit être loin maintenant. "
- Qu'est-ce qu'une manifestation d'aveugles ? Un festival de cannes.
- Tu connais la blague de la chaise ? Elle est pliante / elle est tellement longue.
- Que fait une vache quand elle ferme ses yeux ? Elle fabrique du lait concentré.
- Quelle est la différence entre une échelle et un pistolet ? L'échelle sert à monter, le pistolet sert à descendre.
- Tu connais la blague à deux balles ? PAN ! PAN !
- Qu'est-ce qu'un tube de colle avec une cape ? Une super glue.
- Tu connais la blague sur les magasins ? Elle a pas supermarché.

A VENDRE

Local à vendre bien situé

Superficie
250 m²

77 BD Ghandi
Casablanca-Anfa

Contact :

06 81 80 13 07

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerkouni
Contactez-nous au 0661177444





Un devoir, une fierté nationale et l'enrichissement des connaissances



**Inscriptions ouvertes jusqu'au 30 avril,
pour les jeunes de 19 à 25 ans**



www.tajnid.ma